

Qualité de l'air : "Réponses" élargit ses missions et persiste dans l'échange

Le 26 mars, "Réponses", le dispositif de dialogue sur les pollutions atmosphériques autour de l'étang de Berre a tenu sa réunion annuelle à Martigues, en apportant des éléments concrets sur les mobilités et la santé.

Jean-Christophe Barla , le mardi 01 avril 2025



© JC Barla - Industries, plage et habitations dans le golfe de Fos-sur-Mer.

Mis en place en 2019, le [dispositif Réponses](#) (pour Réduire les pollutions en santé environnement) poursuit son avancée sur le pourtour de l'[étang de Berre](#), avec ses 55 acteurs institutionnels, industriels, associatifs, citoyens, scientifiques...

Mis en place en 2019, le [dispositif Réponses](#) (pour Réduire les pollutions en santé environnement) poursuit son avancée sur le pourtour de l'[étang de Berre](#), avec ses 55 acteurs institutionnels, industriels, associatifs, citoyens, scientifiques...

Percutée par l'actualité de l'annonce de la mise en examen d'[ArcelorMittal Méditerranée](#), notamment pour « mise en danger de la vie d'autrui », la réunion annuelle du 26 mars, à Martigues, a démontré que l'échange constructif reste la voie privilégiée pour progresser sur ces sujets toujours sensibles de **pollutions industrielles** et de leurs répercussions sur la santé des populations. « Nous venons rendre des

comptes sur les actions engagées et réalisées, puisque nous avons promis, dès le départ, de répondre à 100 % des attentes exprimées par les habitants, les associations, les communes... Nous en sommes aujourd'hui à 158 actions et la concertation gagne toujours plus de place », confie [Gwenaëlle Hourdin](#), délégué régionale du Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) Provence-Alpes-Côte d'Azur qui coordonne la démarche.

Le « *panel de citoyens* » initial est ainsi devenu un « *collège* » au même titre que les autres collectifs d'interlocuteurs (industriels, associations...) pour exposer ses avis. Et pour se donner l'opportunité d'aller **recueillir la parole d'habitants éloignés de toute structure organisée, une campagne de recrutement menée par téléphone** a débouché sur l'implication d'une vingtaine de nouveaux profils. L'élargissement ne concerne pas que les participants.



© JC Barla - Pour Gwenaëlle Hourdin, déléguée du SPPPI Paca, le dispositif Réponses doit répondre à 100 % des attentes exprimées par les citoyens.

Transports en commun en progrès



En 2025, pour donner suite à une demande relative aux impacts des **gaz à effet de serre** sur le **changement climatique**, nous avons décidé de nous y atteler aussi, même si, initialement, notre mission concerne plutôt les retombées des émissions de **polluants atmosphériques** sur la santé et, en particulier, ceux des industriels », poursuit Gwenaëlle Hourdin.

La réunion avait mis au programme la question des mobilités, jugée cruciale par les populations du pourtour de l'étang de Berre. Une amélioration désengorgerait des axes saturés de voitures et de poids lourds tout en atténuant les nuisances de l'accumulation de gaz d'échappement.

Chargé d'études sur le plan "Mobilités" de la Métropole Aix-Marseille Provence, **Sam Jacoby** a expliqué que l'usage des transports en commun urbains et la possibilité de les utiliser s'étaient étoffés, avec une hausse de 26 % de la fréquentation entre 2021 et 2023 ou la réalisation à fin 2023 de 90 km de lignes de bus à haut niveau de service et de 36 km de voies réservées sur autoroute. Il a évoqué la mise en service du **BHNS de Miramas**, celles, à l'étude et prévues pour 2028 sur Istres et Martigues-Port-de-Bouc. La réflexion s'est engagée sur un "Plan local de Mobilités" en mars 2024 pour le secteur Fos/Port-Saint-Louis-du-Rhône qui vise à répondre aux besoins des salariés de la zone industrialo-portuaire. Vitrolles/Marignane lancera la sienne le 7 avril 2025.



© JC Barla - Cécile Morciano-Berdugo (ARS), Sam Jacoby (Métropole) et Sébastien Mathiot (Atmosud) ont été conviés à présenter les avancées de divers projets et études.

Des résultats sur la santé...

Si les industriels et les associations ont été moins exposés à la tribune, le sujet de la santé et de l'environnement est resté au cœur des discussions, avec les résultats d'études menées sur le territoire. **Cécile Morciano-Berdugo**, ingénieur sanitaire, responsable du service santé-environnement à la délégation des Bouches-du-Rhône de l'**Agence régionale de santé**, a ainsi tenté de se montrer rassurante sur les constats issus de l'analyse de dix ans de données épidémiologiques (depuis 2013) recueillies auprès de sources multiples (organismes et établissements de santé, laboratoires...).

L'**observatoire Revela 13** consacré aux cancers du rein, de la vessie et des leucémies aiguës chez l'adulte visait à évaluer l'éventuelle sur-incidence de ces pathologies sur le bassin industriel. « *D'après Santé publique France, il y a sur-incidence dans les Bouches-du-Rhône, chez les hommes et les femmes, mais il n'y a pas plus de cancers diagnostiqués sur la période d'étude par rapport au reste du département. Ce sont des résultats garantis robustes et fiables* », explique-t-elle. La surveillance se poursuivra à plus grande échelle, au niveau national, et sur les **cancers professionnels**. « *L'objectif est d'améliorer la prévention* », insiste-t-elle. Des participants regrettent que les maladies respiratoires ou les cancers du poumon et du sein n'aient pas fait l'objet d'études poussées.

... et des inquiétudes à apaiser

Chargé d'action territoriale d'**Atmosud** qui surveille la qualité de l'air, **Sébastien Mathiot** souligne la volonté de poursuivre l'étude "Scenarii" qui portait sur 39 **substances polluantes**. Elle a révélé, selon ses mots, que « *rien n'est vert sur le territoire, mais rien n'est noir non plus, mais il y a bien du rouge qui fait état d'un excès de risques et implique la nécessité d'agir* ».

Certaines zones métropolitaines, très urbanisées ou industrielles, y sont plus soumises que d'autres. Lancée en 2023, "Scenarii 2" s'intéresse à l'exposition aux mêmes composés pour trois types de publics : enfants, adultes et des personnes ayant résidé toute leur vie sur le territoire. Des indications remontent déjà, mais **les résultats complets seront dévoilés avant fin 2025**.

Alors que **va s'ouvrir le 2 avril le débat public global sur les futurs projets en vue sur la zone industrialo-portuaire**, Gwenaëlle Hourdin admet avoir constaté « *une inquiétude quand on va voir les gens* ». "Réponses" sera donc associé sur certains aspects de santé et d'environnement abordés lors du débat.